

FAITS DIVERS

faits-dj.union@sonapresse.com

Covid-19 : des trafiquants de faux documents neutralisés à l'UOB

Abel EYEGHE EKORE
Ntoun / Gabon

ÉMILE Davy Ella, Gabonais, 30 ans, étudiant en master 2 inscrit à l'Université Omar-Bongo (UOB), et Jean-Pierre Kamboulou, Congolais, informaticien, propriétaire d'un cybercafé au sein dudit établissement, ont été interpellés samedi par les agents de la brigade de gendarmerie de Ntoun. Ils sont soupçonnés de produire des faux documents Covid destinés à des personnes désireuses de se déplacer dans l'arrière-pays. Il s'agit, entre autres, de tests Covid, des laissez-passer, d'autorisations spéciales... dûment signés des ministres de l'Intérieur et de la Défense nationale. Ce business rapporterait gros à ces derniers, qui exerceraient cette activité illicite depuis belle lurette. C'est à la suite des investigations minutieuses conduites

par des gendarmes de la brigade de Ntoun, - auparavant informés sur ces trafics -, que les pandores vont découvrir que cette activité se déroule manifestement à plein temps au sein du temple du savoir. Le réseau de trafiquants a mis en place une stratégie qui lui permettait d'entrer en relation avec d'éventuels demandeurs, explique une source proche du dossier. Émile Davy Ella en serait le cerveau. " C'est lui qui allait vers les clients, afin de récupérer les coordonnées et l'argent. Ceux-ci monnaient entre 5 et 10 mille francs, selon le document et selon l'urgence. Et la délivrance des documents se faisait tous les jours ", explique notre source. Non sans préciser que les trafiquants présumés avaient même déjà pour habitude de se déplacer vers les agences de voyages, situées au PK 8, aux fins d'établir les documents sur place. " Ils soulevaient leur matériel infor-

matique et le déposaient dans un endroit, où ils sortaient directement les documents qu'ils délivraient aux demandeurs". Les mis en cause devraient être présentés devant le parquet de Libreville cette semaine pour répondre de leurs actes. Pour rappel, en septembre dernier, les éléments de la Direction générale des contre-ingérences et de la sécurité militaire (DGCISM) avaient mis à nu un réseau de 5 faussaires spécialisés dans la délivrance de faux tests Covid-19. Les trafiquants écroués à la maison d'arrêt de Libreville, qui "délivraient" le "précieux" document moyennant la somme de 5 000 francs, avaient créé des "laboratoires" clandestins d'établissement de ces pièces dans les cybercafés et téléboutiques dont ils étaient propriétaires. Et en octobre, les limiers de la DGCISM appréhendaient 4 autres faussaires pour les mêmes faits. En février 2021, c'est la brigade mixte de lutte contre le coronavirus qui mettait la main sur des faux tests. C'est dire à quel point le phénomène est d'actualité.



Photo: Abel Eyeghe

"Les deux faussaires tenant leur savoir-faire".

Le clin d'œil de *Lybek*



Faux tests contre vaccin!

Styve Claudel ONDO MINKO
Libreville/Gabon

À l'heure où les pouvoirs publics se focalisent davantage sur la campagne de vaccination devant permettre au Gabon d'atteindre un niveau de couverture vaccinale censé favoriser le retour à une vie normale dans les prochains mois, voilà que les Forces de défense et de sécurité (FDS) viennent de neutraliser les membres d'un réseau de trafiquants de faux tests négatifs et autres autorisations de circulation. Un phénomène qui semble s'enraciner dans notre pays, en dépit des dispositions prises par les autorités pour éradiquer ces pratiques relevant de la mafia. En effet, on croyait que l'engouement manifeste du nombre de

compatriotes et autres expatriés à se faire vacciner - les centres mis en place par le ministère de la Santé étant chaque jour pris d'assaut par les candidats - mettrait fin aux velléités de certains à recourir aux faux tests et autres autorisations de circulation. Surtout qu'une fois vacciné, le passeport délivré à cette occasion épargne dorénavant son détenteur de toutes les tracasseries. Mais non. La tentation de recourir au faux étant toujours là. La mise à nu de ce réseau établi au sein de l'Université Omar-Bongo (UOB) amène donc le gouvernement à redoubler d'efforts dans la lutte contre ces trafics, qui se font parfois avec la complicité d'agents proches des centres décisionnels. En plus de renforcer le dispositif mis en place aux différentes

portes d'entrée sur le territoire gabonais. On a encore en mémoire l'arrestation par les éléments de la Police de l'air et des frontières (PAF), à l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle de Paris (France), de ce réseau ayant produit plus de 200 faux certificats de tests négatifs au Covid-19 au profit de voyageurs essentiellement à destination du continent africain. Aussi, peut-on comprendre aisément comment le Covid-19 et ses variants se sont facilement retrouvés en Afrique. C'est dire qu'au moment où la donne est au vaccin, il va falloir mettre en place les garde-fous pour également lutter contre la promotion des faux documents y relatifs.